

Université de Montréal

Rapport de recherche

Étude comparative sur le solde fiscal provincial québécois en région administrative

Rédigé par :
Alexandre Martin Isoz-Vaillancourt

Dirigé par :
Professeur François Vaillancourt

Département de sciences économiques
Faculté des arts et des sciences

lundi, 26 août 2013

Table des Matières

Objectifs	1
Revue des écrits	1
(Vaillancourt & Bird, 2007), The Interregional Incidence of Central Budgets in Federations: Some Evidence from Canada.	1
(Jutras, 2008), Mesure et déterminants des flux financiers fédéraux vers les provinces canadiennes, 1966-2004	3
(Ruggeri, 2010), Regional Fiscal Flows: Measurement Tools.....	3
(Ebrahimi, Roch-Hansen, & Vaillancourt, 2012), L'incidence des recettes et des dépenses gouvernementales pour les ménages québécois, 2007	4
Méthodologie.....	4
Introduction	4
Détails de la construction de la base de données	5
Note sur les rapports de gestion annuels ministériels	6
Dépenses.....	6
Revenus.....	16
Sur les distributions proportionnelles.....	18
Notes supplémentaires	18
Observations préliminaires	19
Résultats.....	20
Première série, dite originale.....	20
Seconde série, dite corrigée.....	22
Conclusion.....	23
Références	24
Annexe	25

Objectifs

La nature d'un État découle en partie de la volonté d'un peuple de redistribuer sa richesse à travers une série d'outils que sont les impôts et autres revenus fiscaux ainsi qu'à travers certaines dépenses telles la santé l'éducation et l'assistance sociale. De pareilles dépenses servent certainement au rapprochement des diverses couches sociales de manière générale, pangéographique; par contre, d'autres dépenses comme le tourisme et l'agriculture semblent, de prime abord, favoriser un rapprochement davantage régional.

La présente recherche cherche à quantifier et à expliquer le solde fiscal des régions administratives québécoises. À l'image de travaux faits sur le système fédéral canadien mentionnés plus bas, le présent rapport se veut identifier les régions créditrices et débitrices de la province. L'étude cherche aussi à trouver les variables explicatrices du déséquilibre fiscal dans la mesure qu'il soit présent.

Revue des écrits

Les textes suivants sont la base sur laquelle le présent rapport repose; ils sont présentés de manière chronologique, à savoir, chaque texte ajoute au précédent une dimension ou une profondeur qui s'est avérée nécessaire à l'élaboration dudit rapport.

(Vaillancourt & Bird, 2007), *The Interregional Incidence of Central Budgets in Federations: Some Evidence from Canada*.

Ce texte, pièce fondatrice du rapport, stipule, à même son résumé, la conclusion de cette recherche soit que « even the best fiscal flow analysis is inevitably partial and hence inherently flawed to an unknowable extent ». Cette observation prendra tout son sens lors de l'élaboration de la base de données que consiste les soldes fiscaux des régions administratives du Québec. Il met aussi en lumière, la fondamentale différence entre un État fédéral et unitaire quant à la disponibilité des données régionales.

Outre la disponibilité des données régionales il est aussi important de bien choisir les subdivisions régionales dépendamment de l'objectif de la recherche.

D'emblée, les auteurs mette au jour l'épineuse question de l'incidence et de sa définition : tout d'abord, les conséquences d'une dépense ou d'une levée de fonds ne sont pas les même selon l'horizon temporel choisi; ensuite, le choix de la nature des changements étudiés, qu'ils soient monétaires, réels ou que ce soit des variations de bien-être, influence aussi profondément les résultats de la recherche. La mobilité

de la population sujette à ces dépenses et levées de fonds exacerbe l'importance de bien cerner le centre d'intérêt de la problématique étudiée.

Les auteurs mettent au jour deux types de déséquilibre fiscal. Le premier, dit vertical, tient du fait que le gouvernement central est souvent responsable de percevoir les impôts et les taxes alors que les gouvernements régionaux ont souvent moins de ressource pour financer leurs dépenses. Le deuxième, dit horizontal, marque le fait que chacune des régions n'a pas la même richesse ou les mêmes ressources.

Plus précisément, l'étude porte sur le solde fiscal fédéral au Canada en 2001, et démontre que le gouvernement fédéral verse directement aux provinces dites pauvres un montant provenant du programme de péréquation mais aussi verse plus à ces mêmes provinces des fonds à travers les programmes fédéraux spécifiques tels que l'assurance emploi et la pension de vieillesse. Les auteurs donnent les chiffres et les comparent à diverses métriques telles que le pourcentage de la population, le pourcentage du PIB pour n'en nommer que deux.

Ensuite, les auteurs expliquent la problématique des dépenses non-budgétaires soit, en premier lieu, les dépenses fiscales. D'abord est expliqué la complexité du code fiscal et la quantité importante de divers crédits et remboursements qui, peu importe leur importance, demande tous la même charge de travail quant à l'allocation régionale de ces dépenses. Le poids de de ces dépenses ne peut être ignoré mais une deuxième difficulté complique encore plus son intégration dans le calcul du solde fiscal. Cette difficulté vient du fait que les crédits et remboursements pourrait être intégrés dans les revenus et dépenses budgétaires pour en déduire les conséquences ou alors il faudrait calculer quel aurait été le fardeau fiscal régional s'il n'y avait pas eu de telles dépenses.

Une troisième catégorie influençant le revenu des particuliers sont les quotas et la réglementation de certains prix. En effet, alors que le coût de la réglementation est presque nul, l'influence est importante et il est très difficile de déterminer de manière quantifiable monétairement quel sont les conséquences exactes d'un règlement ou d'un autre. Les auteurs prennent l'exemple du prix fixé sur le lait.

Finalement, les réglementations extérieures telles que le protocole de Kyoto ou l'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce ont aussi certainement une influence régionale qui peut être difficilement quantifiable du point de vu monétaire.

Une fois toutes les problématiques exposées les auteurs reviennent sur le solde fiscal fédéral de 2001 pour chacune des provinces, qui est présenté selon trois modes : premièrement tel quel, deuxièmement avec le surplus corrigé et troisièmement corrigé pour la dette. Chacun de ces trois modes est présenté

au total et par habitant. Finalement, les auteurs analysent les impacts des métriques citées plus haut sur le solde fiscal calculé et prennent bien garde de hâter une conclusion politique de leurs résultats sachant toutes les particularités nécessaires pour établir un solde fiscal exhaustif.

(Jutras, 2008), *Mesure et déterminants des flux financiers fédéraux vers les provinces canadiennes, 1966-2004*

L'auteure poursuit la recherche précédente en développant une série temporelle sur plusieurs décennies, ainsi elle présente graphiquement l'évolution de variables clés telle que le taux de chômage, le taux de personnes âgées, le revenu personnel par habitant, et le pourcentage de la députation fédérale parmi d'autres. Ce faisant, elle illustre une certaine continuité dans l'état de la population canadienne. Cette approche l'amène à tenter d'expliquer le solde fiscal observé au travers d'une régression linéaire impliquant les variables susmentionnées. Ses résultats, statistiquement significatifs, montrent que le taux de chômage, associé à l'assurance emploi a une influence positive sur les dépenses du gouvernement fédéral, de même que le taux de personnes âgées qui est associé, lui, aux pensions de vieillesse. Au contraire des revenus personnels et corporatifs qui, eux, ont une influence négative sur ces mêmes dépenses.

Fait à noter, son modèle met en lumière le fait qu'une part plus importante de la population semble indiquer une plus grande autonomie et ainsi avoir une influence négative sur le solde fiscal. Par contre, une proportion élevée de la députation avantagerait nettement la population ainsi dotée.

Le modèle est présenté sous plusieurs modes, que ce soit pour une correction de la dette, des dépenses courantes ou des impôts sur l'importation, démontrant une robustesse intéressante.

(Ruggeri, 2010), *Regional Fiscal Flows: Measurement Tools*

Après avoir brossé le tableau du rôle de redistribution et de stabilisation de la richesse à l'intérieur d'un État, l'auteur examine la problématique du calcul du flux fiscal régional. Il met en lumière les différentes approches usuellement utilisées pour arriver à ce calcul; elles sont, entre autres, les flux monétaires et les bénéfiques. La première, plutôt administrative se base sur la comptabilité des dépenses et des revenus pour allouer les flux fiscaux; la seconde, elle, se concentre sur la résidence du bénéficiaire pour justifier cette même allocation régionale.

Il poursuit en explicitant les composantes du flux fiscal, tant pour les dépenses que pour les revenus, et leur incidence régionale en mettant l'accent sur la mobilité des acteurs impliqués. Aussi, il prend le

temps d'expliquer le traitement des surplus et des déficits ainsi que quelques autres problématiques particulières telles que l'interaction entre les taxes fédérales et régionales.

Finalement, il présente quelques indices de redistribution interrégionale.

(Ebrahimi, Roch-Hansen, & Vaillancourt, 2012), *L'incidence des recettes et des dépenses gouvernementales pour les ménages québécois, 2007*

Cette recherche, qui traite aussi de l'incidence du solde gouvernemental, souffre du manque de détails précis quant aux bénéficiaires ultimes de certaines de ces dépenses en biens et en services et se voit contrainte de ventiler certains bénéfices selon des hypothèses d'allocateurs. C'est-à-dire qu'en l'absence d'indicateurs précis quant à la répartition de certaines dépenses, les auteurs ont eu recours à des estimateurs pour les allouer. Ces estimateurs sont le revenu et le nombre de personnes par ménage.

Ainsi, les auteurs ont continuellement décrit leurs résultats sous deux angles conjointement, soit un pour chacune de leurs hypothèses démontrant par le fait même qu'en l'absence d'exactitude, ils offrent ainsi deux bornes.

Méthodologie

Introduction

À l'instar de (Vaillancourt & Bird, 2007) et (Jutras, 2008), le présent rapport cherche à expliquer un solde fiscal régional. Par contre, ladite recherche est consacrée aux dépenses et revenus provinciaux au Québec plutôt que fédéraux au Canada. Toujours en voulant émuler les auteurs précédemment cités, les tableaux offerts par CANSIM semblaient être les sources tout indiquées pour trouver le solde fiscal du gouvernement du Québec pour chacune de ses régions.

Étant tout de même conscient de la nature unitaire de l'État québécois par contraste à la nature fédérale du Canada, une subdivision régionale géographiquement plus grande, les régions administratives, a été préférée à une subdivision plus petite telle que les municipalités régionales de comté et territoires équivalents. Les régions administratives sont au nombre de 17, elles sont listées et numérotées ans le Tableau 1. Enfin, 2006, année de recensement, semblait un bon départ d'autant plus que les régions économiques de Statistiques Canada correspondent, au Québec, exactement aux limites territoriales des régions administratives.

Force est de constater que les dépenses et les revenus des administrations publiques sont publiés, chez Statistiques Canada, que pour les niveaux national et provincial. Ce constat est le même auprès de l'Institut de la Statistique du Québec et auprès de la Banque de Données Officielles sur le Québec.

Il aura donc fallu construire cette base de données.

Détails de la construction de la base de données

Bien que le budget paraisse, de prime abord, comme un bon point de départ pour identifier les dépenses gouvernementales, il ne s'agit en fait que d'une évaluation des dépenses de l'année à venir. Il est donc beaucoup plus judicieux d'utiliser les comptes publics du ministère des Finances qui, eux, présentent les dépenses faites et les revenus perçus pour une année donnée. Par contre, ni l'une ni l'autre de ces sources ne donne la répartition de ces montants sur une base régionale.

Une première difficulté est alors observée : les documents budgétaires sont basés sur l'année fiscale, se terminant en mars suivant plutôt que sur l'année calendaire. Il faudra donc adapter ou corriger la base de données.

Le détail des revenus est divisé en sept grandes catégories qui sont suffisantes pour permettre de distinguer les différentes sources de revenus et de poursuivre vers la régionalisation des données. Ces catégories sont : l'impôt sur le revenu et les biens, les taxes à la consommation, les droits et permis, les revenus divers, les revenus provenant des entreprises du gouvernement, les revenus du Fonds des générations et les transferts du gouvernement fédéral. De plus, il est à noter que ces catégories sont elles-mêmes divisées en 23 sous-catégories qui permettent le raffinement de la recherche.

Le détail des dépenses est quant à lui, divisée en supercatégories : le transfert, la rémunération, le fonctionnement, les créances douteuses et autres provisions, le service de la dette et le déficit annuel des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation. Cette division des dépenses, même une fois considérées les huit subdivisions publiées, est beaucoup trop large et ne permet pas la régionalisation des dépenses de l'État. Donc, une division par ministère paraît être une piste de recherche beaucoup plus appropriée.

Le Conseil du trésor publie annuellement un volume sur les crédits des ministères et organismes qui contient les crédits de l'année précédente. Maintenant qu'un budget annuel est identifié pour chacun des 26 ministères et organismes de l'appareil québécois, il est raisonnable de penser pouvoir trouver une ventilation régionale de ces dépenses au sein de chacune de ces parties.

Une deuxième difficulté est observée : il y a une différence notable entre la comptabilisation des dépenses faite par le ministère des Finances et celle faite par le Conseil du trésor. À titre d'exemple, pour l'année fiscale 2006-2007, les comptes publics du ministère des Finances donnent un chiffre de 63 203 millions de dollars alors que les crédits des ministères et organismes du Conseil du trésor donnent 58 736 000 milliers de dollars de dépenses, même une fois rajoutés les crédits ministériels votés par l'Assemblée nationale, le total atteint ne reste que 59 451 336,1 milliers de dollars, une différence de 4.5 %. Il faudra donc expliquer ou corriger cette différence.

Tant le tableau des revenus publié par le ministère des Finances que le tableau des dépenses publié par le conseil du trésor pour l'année fiscale 2006-2007 sont annexés en fin de document.

Note sur les rapports de gestion annuels ministériels

La nature unitaire de l'État québécois mentionnée en ouverture est on ne peut plus claire dans la structure des rapports de gestion des ministères où des données régionales sont de manière générale, absente. Ce constat a amené plusieurs approximations.

La prochaine section se veut être une liste explicative de l'approche adoptée pour chacun des 27 portefeuilles du gouvernement provincial ainsi que pour les sept catégories de revenu pour l'année fiscale se terminant au 31 mars 2007.

Dépenses

Sans vouloir diminuer l'importance des portefeuilles ministériels individuels, on observe que certains ont un poids plus substantiel par rapport à l'ensemble du budget de l'administration provinciale tel qu'illustré ci-contre. Cette observation permettra assurément de cibler les facteurs explicatifs notables.

L'Assemblée nationale, les personnes désignées par l'Assemblée nationale, le conseil exécutif et les services gouvernementaux

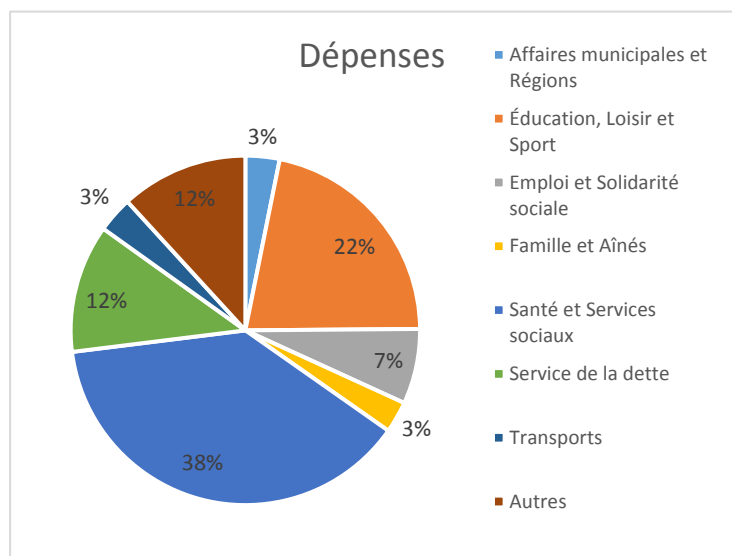


Figure 1

Les dépenses de ces portefeuilles ont été regroupées et distribuées au prorata de la population régionale tirée du tableau compilé par l'Institut de la Statistique du Québec intitulé *Estimation de la population du*

Québec par âge et sexe, au 1er juillet, 2001 à 2012, illustré dans la Figure 2, ici-bas. Font exception les fonds du programme des affaires autochtones du conseil exécutif qui ont été retranchés du total et attribués arbitrairement à la région du Nord-du-Québec, puisque les autres nations autochtones sont sous la compétence du gouvernement fédéral.

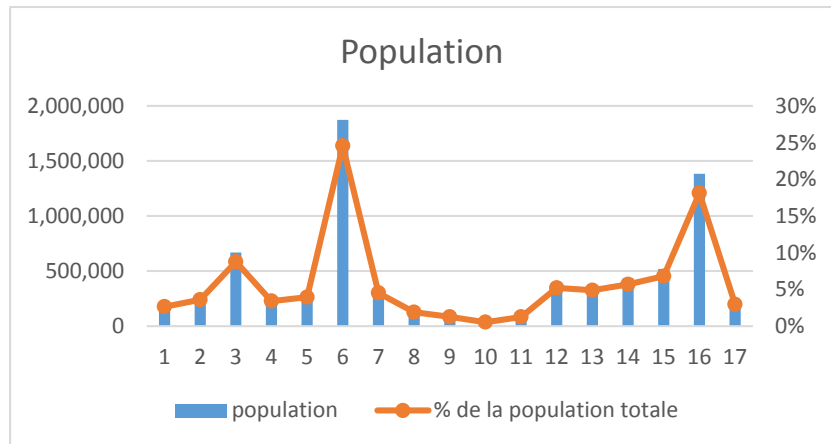


Figure 2

Pour éviter la redondance, les fondements des redistributions proportionnelles sont expliqués en toute fin de section.

Affaires municipales

Ces chiffres proviennent du tableau intitulé *Activités financières - Revenus, Québec et régions administratives (17 juin 2009)* provenant de la Banque de données officielles sur le Québec. Plus précisément, il s'agit de la colonne des transferts. Ce tableau a été compilé par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; il tire sa source du *Rapport financier des municipalités locales*, produit par le même ministère. Fait à noter, cette dépense ne compte que pour 64 % du portefeuille du ministère; ainsi, comme pour d'autres ministères, chacun des chiffres régionaux est divisé par ce même pourcentage afin d'obtenir le portefeuille complet.

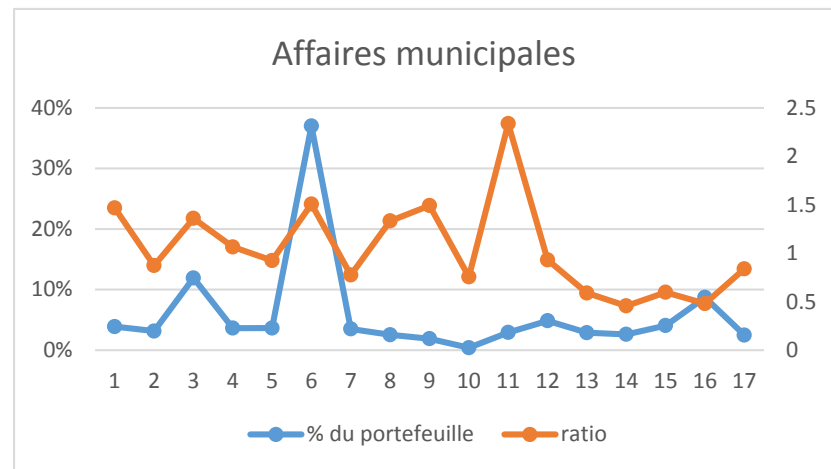


Figure 3

Une note sur la Figure 3 et les suivantes : le ratio est calculé en divisant le pourcentage du portefeuille par le pourcentage de la population totale.

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Ce portefeuille est distribué au prorata du revenu agricole seulement puisque le revenu des pêches est indisponible. Il a été tiré du *Tableau 7 - Revenu personnel et ses principales composantes* provenant du *Bulletin statistique régional, édition 2008* archivé dans de la Banque de données officielles sur le Québec.¹

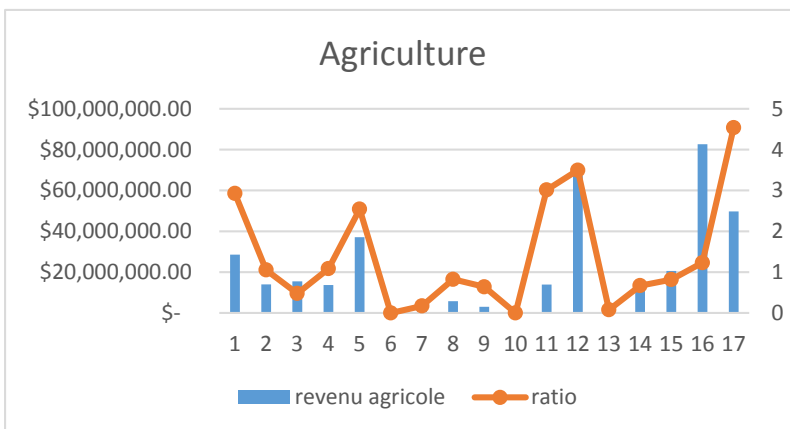


Figure 4

Conseil du trésor et Administration gouvernementale

Ce portefeuille est distribué au prorata de la population régionale; cette statistique est la même que pour l'Assemblée nationale, les personnes désignées par l'Assemblée nationale, le conseil exécutif et les services gouvernementaux soit le tableau compilé par l'Institut de la Statistique du Québec intitulé *Estimation de la population du Québec par âge et sexe, au 1er juillet, 2001 à 2012*. Cette source est utilisée pour chacune des distributions proportionnelles à la population (voir Figure 2).

Culture, Communications et Condition féminine

Ces chiffres proviennent du tableau intitulé *Dépenses de l'administration publique québécoise au titre de la culture (21 janvier 2013)* provenant de la Banque de données officielles sur le Québec. Ce tableau a été compilé par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec de

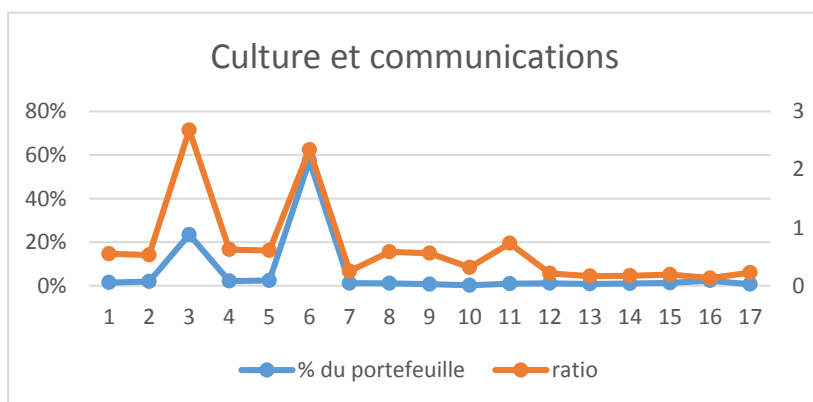


Figure 5

l'Institut de la statistique du Québec; il tire sa source du *Enquête sur les dépenses de l'administration publique québécoise au titre de la culture*, produit par le même organisme. Fait à noter, les dépenses

¹ Pour les années 2007 et 2008, le revenu agricole est tiré du tableau préparé par l'Institut de la Statistique du Québec intitulé *Revenu disponible des ménages et ses composantes, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2011*.

hors Québec sont exclues. De plus, cette dépense compte pour 138 % du portefeuille du ministère. De la même manière que pour les Affaires municipales, les chiffres régionaux sont pondérés pour obtenir le réel montant du portefeuille ministériel.

Développement durable, Environnement et Parcs

Ce portefeuille est distribué au prorata de la superficie des parcs dans chacune des régions. Cette statistique est publiée dans un volume préparé par la Direction du développement de l'industrie des produits forestiers du Ministère des Ressources naturelles et de la Faune. Il est intitulé *Ressources et Industries forestières, portrait statistique édition 2005-2006*.

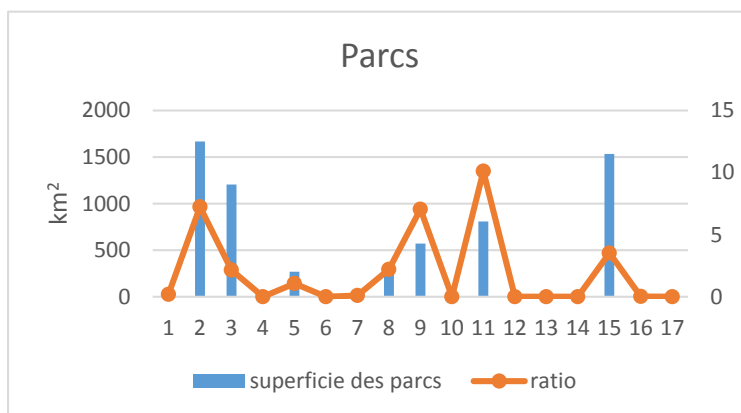


Figure 6

Développement économique, Innovation et Exportation

Ce portefeuille est distribué au prorata du nombre d'emplois à la production dans le secteur manufacturier. Cette statistique est tirée du tableau, préparé par l'Institut de la Statistique du Québec, intitulé *Statistiques principales du secteur de la fabrication, par région administrative et sous-secteur du SCIAN, Québec, 2006, données révisées*.

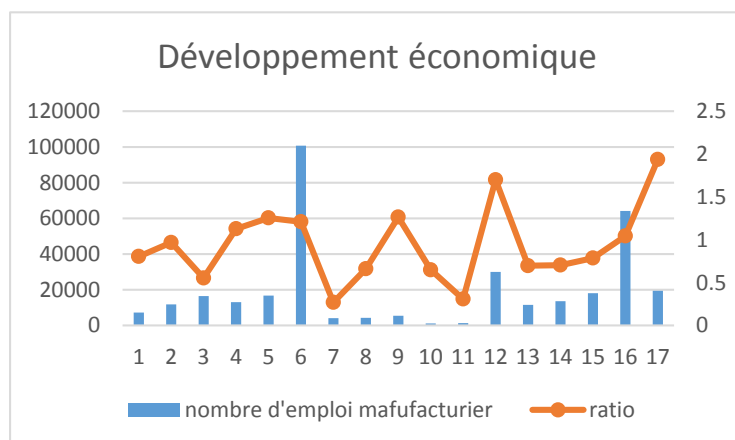


Figure 7

Éducation, Loisir et Sport

Les dépenses pour le niveau primaire et secondaire, pour le niveau collégial et pour le niveau universitaire ont été comptabilisées. Pour la scolarité obligatoire, les dépenses sont celles des commissions

scolaires comme indiqué dans le rapport du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport intitulé *Indicateurs de gestion 2006-2007, données par commission scolaire*. Plus précisément, il

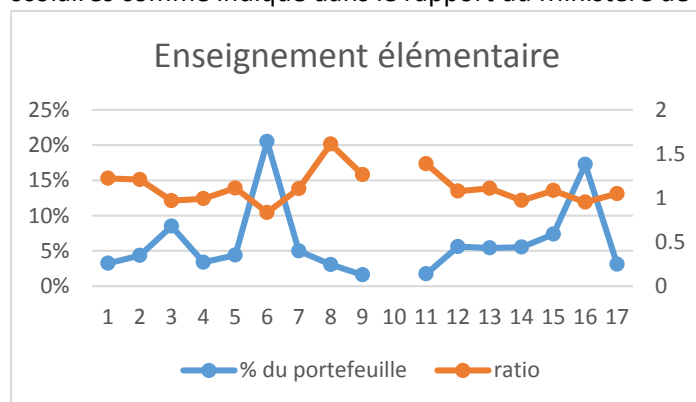


Figure 8

s'agit des dépenses totales des commissions scolaires par région administrative. Il est à noter que les données pour le Nord-du-Québec ne sont pas disponibles.

Pour les dépenses collégiales et universitaires, elles sont tirées d'un document préparé par le ministère des Finances, intitulé *Renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs et les bénéficiaires, année financière terminée le 31 mars 2007*. Fait à noter que le Collège Champlain ayant des campus dans trois régions administratives distinctes soit l'Estrie, la Capitale-Nationale et la Montérégie, le montant versé au Collège a été réparti au prorata du nombre d'emplois dans chacun des campus tel qu'indiqué dans son rapport annuel de gestion. Ces pourcentages sont 30 %, 21 % et 49 %.

par le ministère des Finances, intitulé *Renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs et les bénéficiaires, année financière terminée le 31 mars 2007*. Fait à noter que le

Collège Champlain ayant des campus dans trois régions administratives distinctes soit l'Estrie, la Capitale-Nationale et la Montérégie, le montant versé au Collège a été réparti au prorata du nombre d'emplois dans chacun des campus tel qu'indiqué dans son rapport annuel de gestion. Ces pourcentages sont 30 %, 21 % et 49 %.

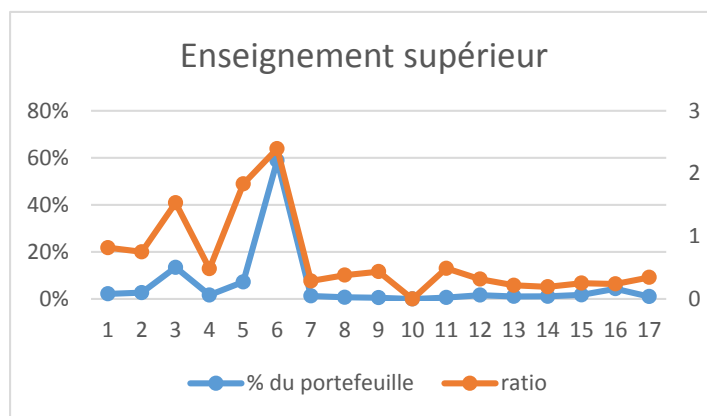


Figure 9

La somme de ces trois catégories compte pour 107 % du portefeuille ministériel. Étant donné qu'une partie du portefeuille des commissions scolaires est obtenu par le biais de la taxe scolaire, les chiffres régionaux concernant les commissions scolaires ont été corrigés pour éliminer la surévaluation à la manière utilisée dans les portefeuilles précédents.

Emploi et Solidarité sociale

Les dépenses de ce ministère sont divisées par programme. Les données régionales concernant le premier programme (l'aide à l'emploi) sont disponibles dans le rapport annuel de gestion du ministère.

Quant au deuxième programme (l'aide financière), les dépenses sont redistribuées selon les données de l'année calendaire 2008 du tableau de l'Institut de la Statistique du Québec intitulé *Répartition de la clientèle prestataire des programmes d'aide financière de dernier recours selon le programme, régions*

administratives et ensemble du Québec, 2008-2012, qui tire ces données du ministère de l'Emploi et de

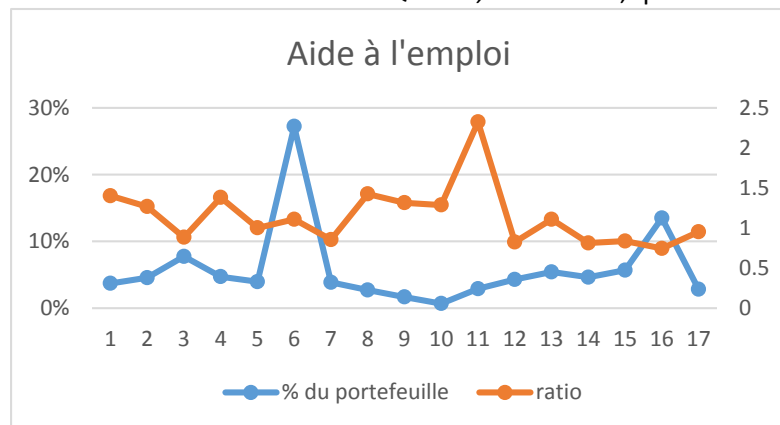


Figure 10

la Solidarité sociale. Plus précisément, le nombre de prestataires d'aide sociale par région est multiplié par la prestation moyenne versée pour le mois de mars qui elle-même est multipliée par douze donne donc une estimation de la dépense régionale pour 2008. Fait à noter que cette estimation n'utilise que les données

concernant l'aide sociale et ignore les données de la sécurité sociale.

La somme de ces deux catégories compte pour 89 % du portefeuille ministériel. Ici, la correction n'est appliquée que sur l'estimation de l'aide financière régionale puisque les données de l'aide à l'emploi sont exactes. Sachant cela, les chiffres estimés sont donc majorés de près de 16 %, toujours à la façon utilisée dans les portefeuilles précédents.

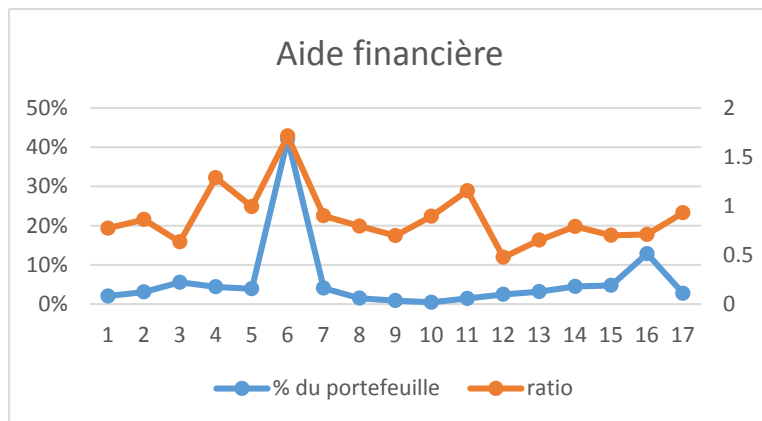


Figure 11

Familles et Aînés

Ce portefeuille est distribué au prorata du nombre de places à contributions réduites dans les services de garde, et ce par région. Cette statistique est disponible au sein du rapport annuel de gestion du Ministère.

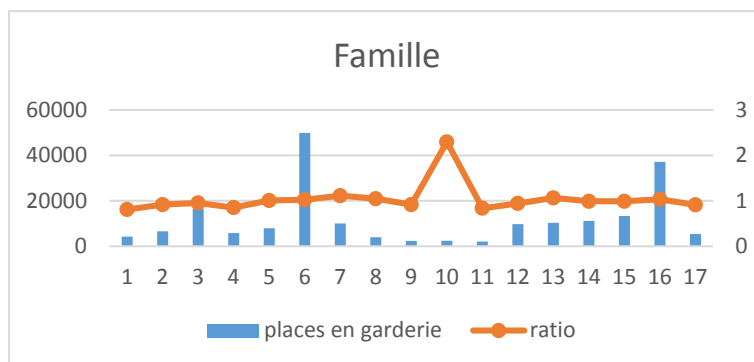


Figure 12

Finances et Service de la dette

Ces portefeuilles sont regroupés et distribués au prorata de la population régionale (voir Figure 2).

Immigration et Communautés culturelles

Ce portefeuille est distribué au prorata de la population immigrante régionale. Cette statistique est tirée du tableau compilé par l'Institut de la Statistique du Québec intitulé *Population immigrante selon l'âge au moment de l'immigration, régions administratives, Québec, 2006*.²

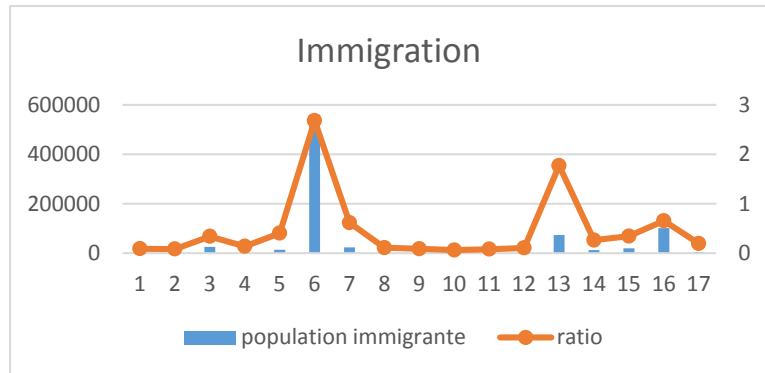


Figure 13

Justice

Ce portefeuille est distribué au prorata du revenu disponible régional, aussi trouvé au sein du *Bulletin statistique régional, édition 2008*, illustré dans la figure ci-contre. Cette statistique est utilisée pour toutes les distributions selon le revenu disponible.

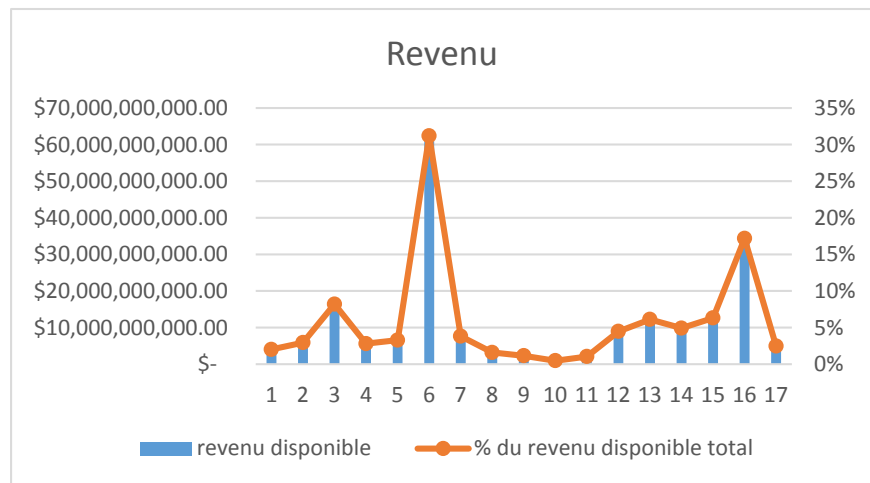


Figure 14

Relations internationales

Ce portefeuille est distribué au prorata de la population régionale (voir Figure 2).

Ressources naturelles et Faune

Ce portefeuille est distribué au prorata de la superficie régionale des forêts actives, aussi trouvée au sein de la publication intitulée *Ressources et Industries forestières, portrait statistique édition 2005-2006*, produite par le Ministère.

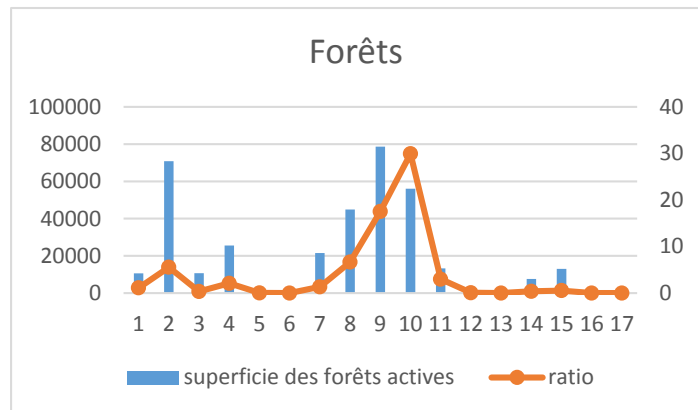


Figure 15

² Pour les années 2007 et 2008, sont ajoutés les immigrants tels que dénombrés dans le tableau de la Banque de Données officielles sur le Québec intitulé *Migrations internationales et interprovinciales, Québec et régions administratives (6 février 2013)*.

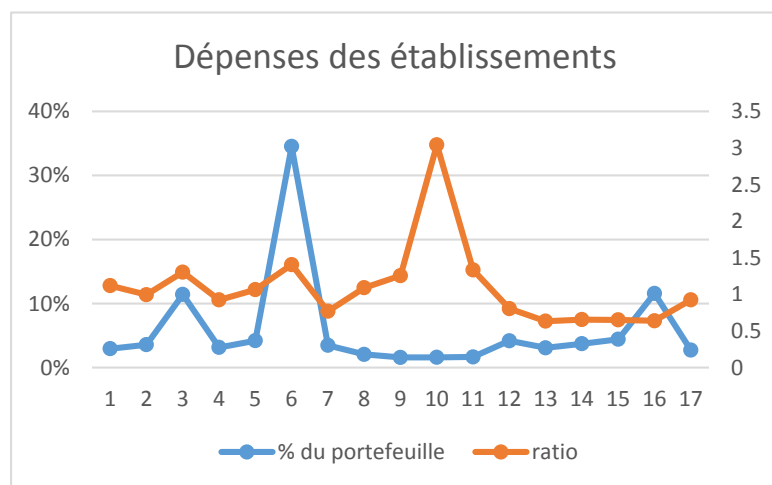
Revenu

Ce portefeuille est distribué au prorata de la population régionale (voir Figure 2).

Santé et Services sociaux

Ce portefeuille est séparé en trois catégories, la première étant les dépenses de santé en établissement, la deuxième étant la rémunération et la troisième étant la dépense en médicaments.

La première catégorie se base sur le tableau de la Banque de données officielles sur le Québec intitulé *Dépenses réelles nettes des établissements et dépenses régionales des organismes communautaires,*



pour l'ensemble des programmes-services et des programmes-soutien, selon la région sociosanitaire de traitement, Québec (26 mars 2013) compilé par le ministère de la Santé et des Services sociaux selon les données d'un rapport du même ministère intitulé Contour financier, Les programmes-services et les programmes-soutien du réseau de la santé et des services so-

Figure 16
ciaux, Direction générale de la coordination, du financement et de l'équipement.

La deuxième catégorie se base sur le tableau de la Banque de données officielles sur le Québec intitulé *Nombre et coût des services médicaux selon le type de service, le mode de rémunération et la région sociosanitaire du service, Services médicaux, Québec (6 mai 2013) compilé par et avec les données de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Fait à noter qu'il s'agit des données pour l'année calendaire 2006.*

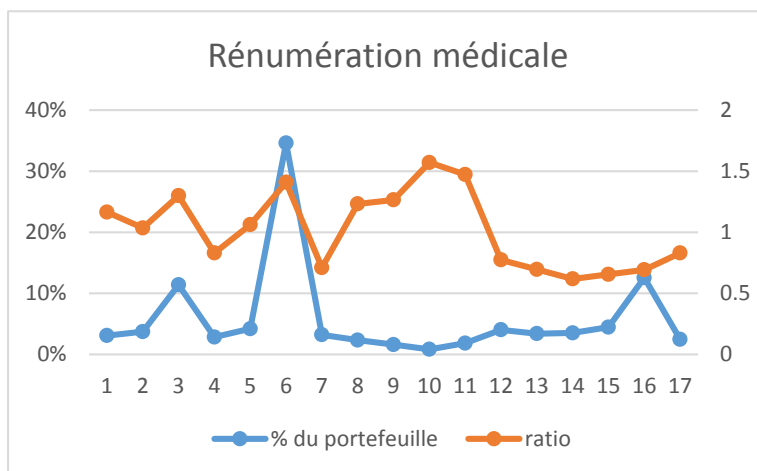


Figure 17

Les dépenses en médicaments sont tirées du rapport de gestion annuel de la Régie de l'assurance maladie du Québec et sont redistribuées au

prorata de la somme des dépenses régionales des deux catégories de dépenses précédentes, soit les dépenses en établissement et la rémunération des professionnels de la santé, par rapport à la somme totale ou provinciale des dépenses de ces deux mêmes catégories.

Il est important d’observer que les données sont distinguées selon la région sociosanitaire et non pas la région administrative. Il y a deux grandes distinctions entre ces régions, la première étant que la Mauricie contient toujours le Centre-du-Québec, la seconde étant que du Nord-du-Québec sont exclues le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James. Pour réconcilier les deux différences, la Mauricie et Centre-du-Québec a été divisée au prorata de la population de chacune des régions administratives constituantes et les trois régions sociosanitaires du Grand Nord ont été regroupées pour reconstituer la région administrative du Nord-du-Québec.

La somme de ces trois catégories compte pour 93 % du portefeuille ministériel. Les chiffres ainsi obtenus sont donc majorés afin d’obtenir le portefeuille complet. Donc, une fois de plus, chacun des chiffres obtenus est pondéré par ce pourcentage pour obtenir le portefeuille complet.

Sécurité publique

Les dépenses du premier programme du ministère, soit la Sécurité, prévention et gestion interne sont distribuées au prorata de la population régionale.

Les dépenses du deuxième programme du ministère, la Sûreté du Québec sont distribuées au prorata du nombre d’emplois par région. Les régions utilisées par la Sûreté du Québec ne concordant pas avec les régions administratives, elles ont été divisées par le nombre de municipalités régionales de comté deservies.

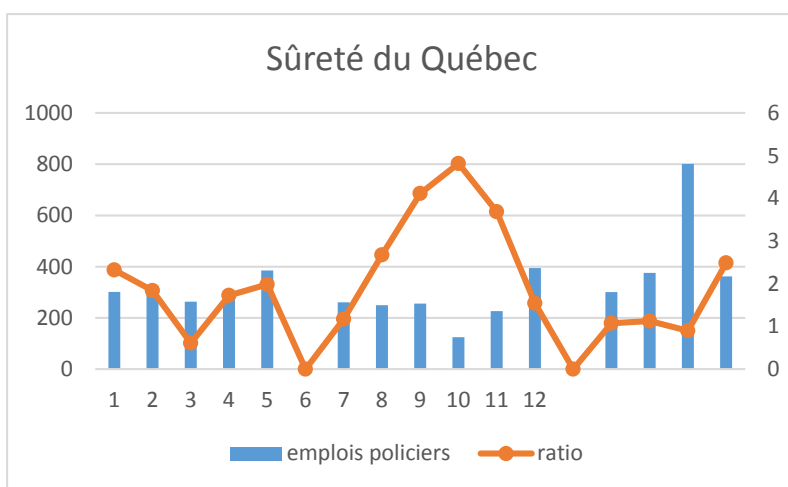


Figure 18

Tourisme

Ce portefeuille est distribué au prorata de la population régionale (voir Figure 2), sauf pour les dépenses attribuées à la Régie des installations olympiques (30 340 k\$), à la Société du Centre des congrès de Québec (15 980 k\$) et à la Société du Palais des congrès de Montréal (38 959,4 k\$) qui sont attribuées à leurs régions respectives.

Transports

Ces chiffres proviennent du tableau intitulé *Dépenses en immobilisation et en réparation du secteur public, par type d'organisme, régions administratives et ensemble du Québec (27 mai 2013)* provenant de

la Banque de données officielles sur le Québec. Plus précisément, il s'agit de la ligne du tableau correspondant au gouvernement provincial. Ce tableau a été compilé par l'Institut de la Statistique du Québec; il tire sa source de la Direction des statistiques économiques et du développement durable du même institut

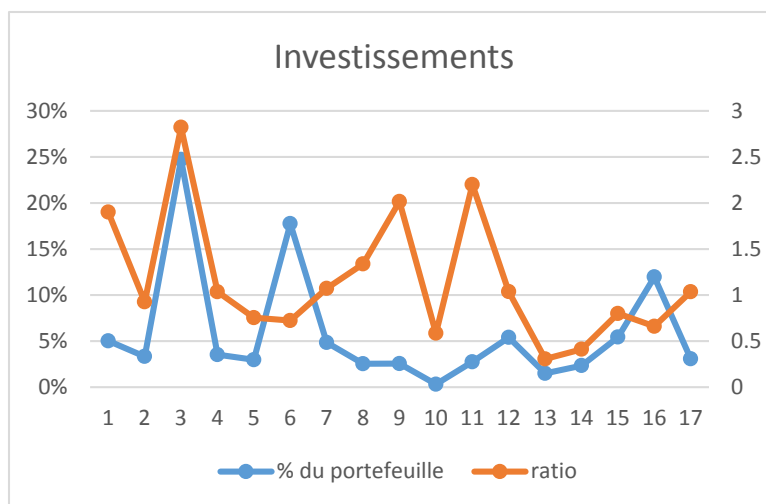


Figure 19

ainsi que de l'*Enquête sur les dépenses en immobilisation* de Statistique Canada. Fait à noter qu'il s'agit là des chiffres pour l'année calendaire de 2006. Finalement, comme cette dépense compte pour 116 % du portefeuille du ministère elle est, elle aussi, pondérée de la manière usuelle.

Travail

Ce portefeuille est distribué au prorata de la population régionale (voir Figure 2).

Revenus

Tout comme les dépenses la part des revenus est inégale. Il est d'ailleurs important de noter le poids des transferts fédéraux puisqu'il s'agit d'une source de revenus dite non-autonome.

Impôt sur le revenu et les biens

l'impôt sur le revenu des particuliers est tiré d'un rapport publié par le ministère des Finances; il est intitulé *Statistiques fiscales des particuliers, année d'imposition 2006*. De manière analogue, l'ensemble des cotisations au Fonds des services de santé et l'impôt

des sociétés est tiré des *Statistiques fiscales des sociétés, année d'imposition 2006*. Fait à noter, ces deux publications basent leur analyse sur l'année calendaire 2006. Les chiffres ainsi obtenus représentent respectivement 115 % et 62 % des revenus publiés dans les *États financiers consolidés du gouvernement du Québec, Années financière terminée le 31 mars 2007* des Comptes publics du ministère des Finances. C'est pourquoi les montants sont corrigés à la manière des corrections pour les portefeuilles de dépenses expliquées dans la section précédente.

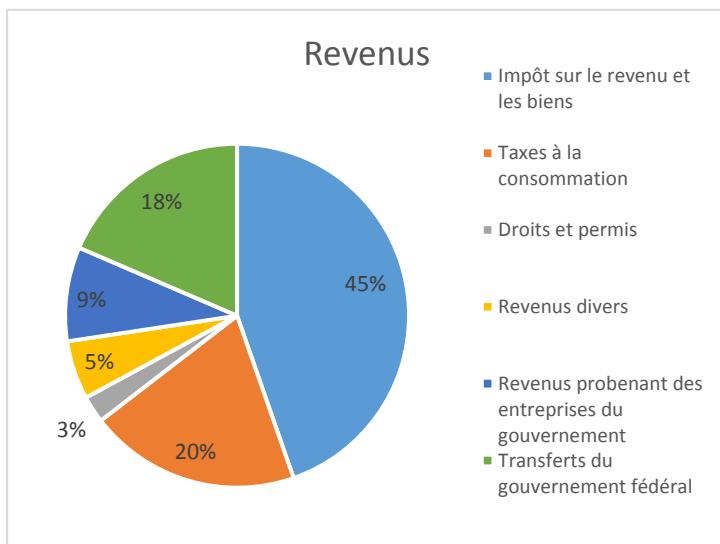


Figure 20

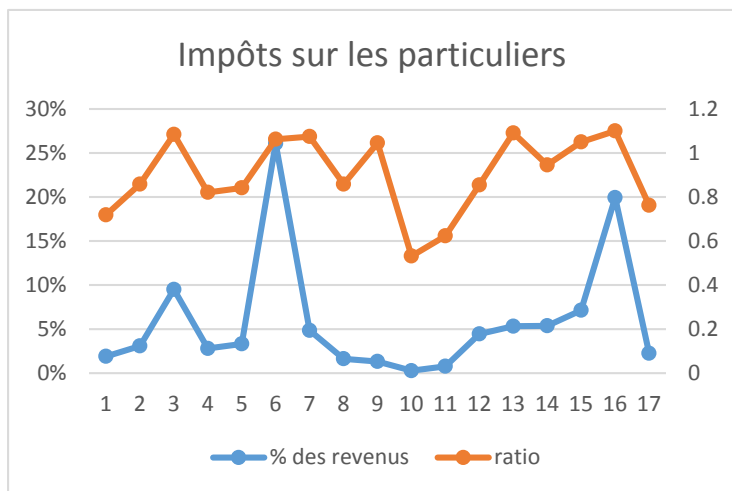


Figure 21

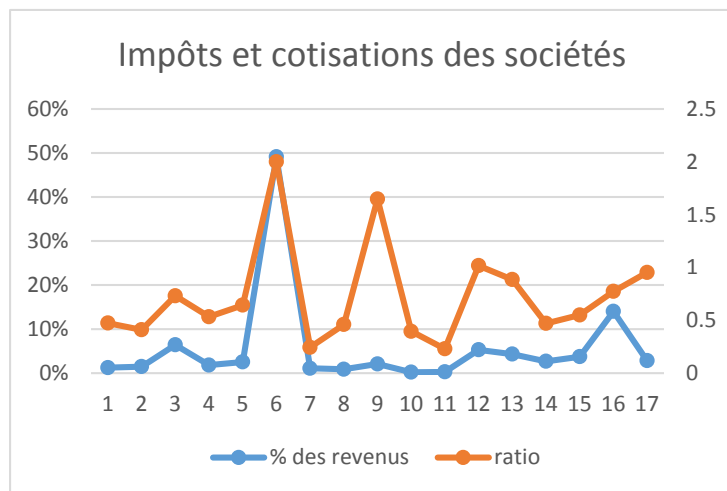


Figure 22

Taxes à la consommation

Ce revenu est distribué au prorata du revenu disponible régional (voir Figure 14).

Droits et permis

Ce revenu est distribué au prorata du nombre d'immatriculations de véhicule par région. Cette statistique est publiée par la SAAQ dans le *Dossier Statistique – Bilan 2011* au Tableau 88.

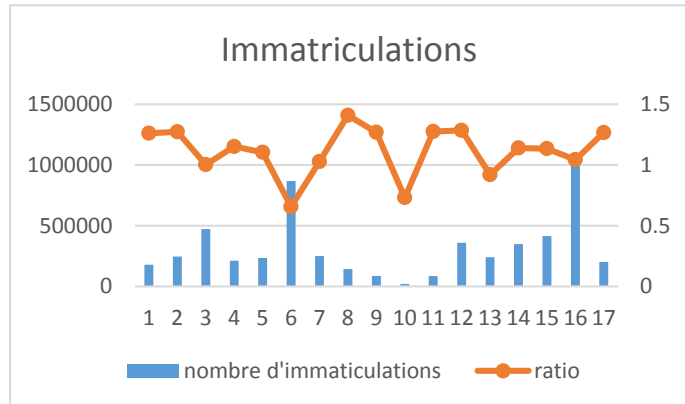


Figure 23

Revenus divers

Ce revenu est distribué au prorata de la population régionale (voir Figure 2).

Revenus provenant des entreprises du gouvernement

Pour ce qui est des revenus provenant de la

Sociétés des alcools du Québec sont distribués au prorata du revenu disponible régional. En ce qui concerne les revenus provenant de Loto-Québec, ils sont distribués régionalement au prorata de la population provinciale ne détenant pas de diplôme universitaire; une statistique tirée du tableau préparé par l'Institut de la Statistique du Québec intitulé *Population de 15 ans et plus selon le plus haut certificat, diplôme ou grade acquis, régions administratives du Québec, 2006*.³ Finalement, les revenus provenant d'Hydro-Québec sont distribués au prorata des ventes régionales de ladite entreprise, publié par Hydro-Québec dans un document intitulé *Profil régional des activités d'Hydro-Québec – 2007*.

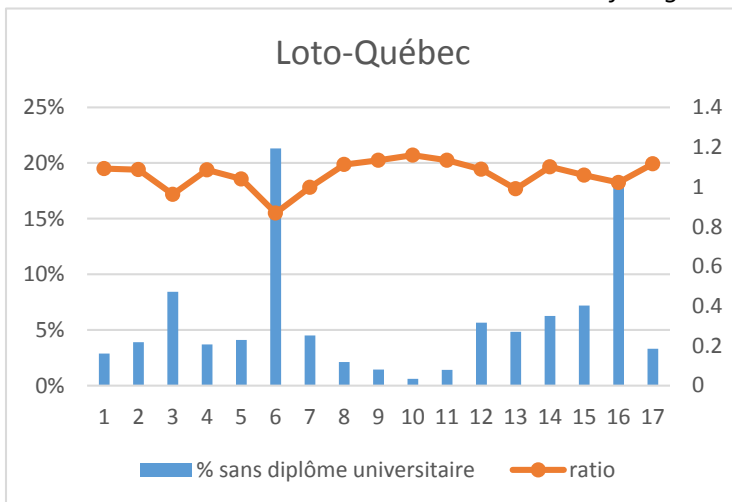


Figure 24

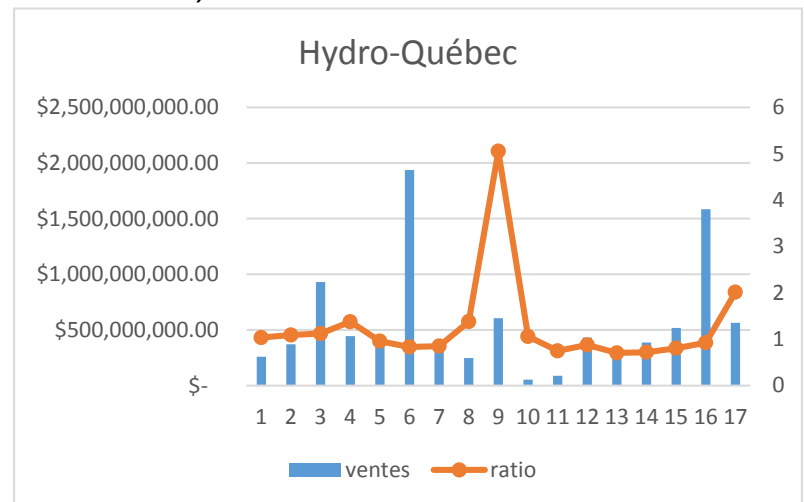


Figure 25

Transferts du gouvernement fédéral

Ce revenu est distribué au prorata de la population régionale (voir Figure 2).

³ Les années 2007 et 2008 utilisent les mêmes taux, issus du recensement de 2006.

Sur les distributions proportionnelles

Comme écrit dans (Ruggeri, 2010), il y a plusieurs approches quant à la régionalisation. L'approche dite des flux monétaires semble être la plus simple à adopter puisqu'elle est vraisemblablement utilisée dans le contexte des statistiques d'impôt, ainsi que dans bon nombre de dépenses, comme celle des prestations d'aide sociale de 2008 ou celle en culture pour n'en nommer que deux. Malheureusement, force est de constater que pour bon nombre de dépenses et de revenus, l'emplacement géographique du bénéficiaire de l'un et du créateur de l'autre reste indéterminé. Pourtant, dans certaines catégories, telles que les droits et permis, il est fort à parier que ces informations sont disponibles. Cependant, il va sans dire que d'autres, comme les taxes à la consommation, peuvent être difficiles à cerner géographiquement puisque le gouvernement ne dispose pas des informations concernant le débiteur ultime. Par contre, dans le cas de la taxe de vente du Québec, le gouvernement peut très bien se faire une idée de l'emplacement des acheteurs intermédiaires puisqu'il s'agit d'une taxe à valeur ajoutée.

Cette approche a pourtant ces lacunes puisqu'il suffit de prendre les dépenses pour l'Assemblée nationale ou pour la Justice pour constater que les bénéficiaires des dépenses, que ce soit les employés où les parties d'un procès ne sont pas les seuls bénéficiaires de cette dépense : la démocratie et l'ordre social servent à tous. C'est de cette prémisse qu'est justifiée la redistribution proportionnelle de certaines dépenses.

Malheureusement, elle ne les justifie pas toutes. D'ailleurs, lorsque les redistributions proportionnelles ne sont pas faites selon la population ou le revenu disponible, mais par un proxy quelconque, il s'agit alors là d'un devoir d'estimation dans l'absence de données exhaustive.

Certains pourraient avancer que dans aucun cas l'approche des flux monétaires devrait être considérée puisque toutes les dépenses de l'État profitent, aussi indirectement soit-il, au bien commun. Bien que cet argument soit à la base de bon nombre de décisions politiques, dans l'absence d'une étude sociologique exhaustive sur l'incidence des dépenses gouvernementales, les flux monétaires restent une estimation raisonnable.

Notes supplémentaires

Le choix entre la distribution proportionnelle par rapport à la population et celle par rapport au revenu disponible peut sembler arbitraire et c'est pour cela que non seulement le solde fiscal a été calculé comme indiqué dans la section précédente, mais à la manière de (Ebrahimi, Roch-Hansen, & Vaillancourt, 2012), deux séries supplémentaires ont été calculées : la première généralise la distribution

proportionnelle par rapport à la population et la seconde celle par rapport au revenu disponible. Ainsi donc, l'Assemblée nationale, les personnes désignées par l'Assemblée nationale, le Conseil exécutif, les services gouvernementaux, le Conseil du trésor, l'administration gouvernementale, les Finances, le service de la dette, la Justice, les Relations internationales, le Revenu, le Travail ainsi qu'une partie de la Sécurité publique et du Tourisme sont les dépenses altérées dans les séries susmentionnées. Les droits et permis, les Revenus divers, les revenus de la Société des Alcools du Québec et les transferts du gouvernement fédéral sont les revenus sujets à la même modification.

Enfin, une autre correction est apportée où les transferts fédéraux sont perçus comme exogènes au revenu québécois et sont donc supprimés des revenus. S'en suit une réduction de toutes les dépenses de manière proportionnelle afin de mieux isoler le comportement fiscal proprement québécois.

De sorte qu'au final, six séries de soldes fiscaux sont calculées pour chacune des années. Et ce, pour les années 2006 à 2008, inclusivement.

Observations préliminaires

Suite à la construction de la base de données, on observe dans le Tableau 1 que les banlieues semblent être les plus importants contribuables. Bien qu'à première vue surprenante, cette observation est facilement explicable. En prenant l'exemple montréalais, il n'est pas farfelu de penser que nombreux sont les patients du CHUM et du MUHC qui habitent les banlieues de Laval, de Lanaudière, des Laurentides et de

Régions administratives du Québec	solde fiscal per capita (2006-2007)					
	série originale			série corrigée		
	telle quelle	population	revenu	telle quelle	population	revenu
Bas-Saint-Laurent (01)	\$1,810.19	\$1,801.50	\$1,980.77	\$2,551.24	\$2,553.71	\$2,391.24
Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	\$885.91	\$875.95	\$1,012.68	\$1,679.25	\$1,680.51	\$1,556.60
Capitale-Nationale (03)	\$889.95	\$900.46	\$949.29	\$1,574.48	\$1,592.00	\$1,547.75
Mauricie (04)	-\$75.98	-\$91.64	\$44.80	\$790.41	\$786.48	\$662.83
Estrie (05)	\$1,099.09	\$1,097.09	\$1,224.71	\$1,854.37	\$1,862.14	\$1,746.48
Montréal (06)	-\$575.27	-\$582.43	-\$788.47	\$55.70	\$58.74	\$245.46
Outaouais (07)	-\$900.56	-\$912.34	-\$793.48	\$50.88	\$48.71	-\$59.01
Abitibi-Témiscamingue (08)	\$1,371.93	\$1,369.77	\$1,488.46	\$2,089.92	\$2,097.77	\$1,990.21
Côte-Nord (09)	-\$1,735.47	-\$1,759.16	-\$1,688.59	-\$1,113.12	-\$1,126.95	-\$1,190.90
Nord-du-Québec (10)	\$10,380.76	\$10,508.77	\$10,576.81	\$10,334.29	\$10,459.74	\$10,398.08
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11)	\$4,065.01	\$4,093.31	\$4,217.56	\$4,644.46	\$4,680.16	\$4,567.56
Chaudière-Appalaches (12)	-\$1,256.00	-\$1,274.70	-\$1,168.95	-\$331.49	-\$339.34	-\$435.18
Laval (13)	-\$3,207.30	-\$3,241.69	-\$3,434.42	-\$2,181.66	-\$2,201.80	-\$2,027.14
Lanaudière (14)	-\$1,889.26	-\$1,769.98	-\$1,668.19	-\$716.75	-\$727.08	-\$819.32
Laurentides (15)	-\$1,863.29	-\$1,883.27	-\$1,829.56	-\$869.04	-\$879.50	-\$928.18
Montérégie (16)	-\$2,655.76	-\$2,687.16	-\$2,647.22	-\$1,632.78	-\$1,656.06	-\$1,692.26
Centre-du-Québec (17)	-\$852.07	-\$868.41	-\$741.92	\$10.06	\$4.19	-\$110.44

Tableau 1

la Montérégie. Cette même constatation peut être faite de la clientèle des festivals, des salles de concert et des musées pour en nommer quelques-uns. Aussi, il ne faut pas oublier la population banlieusarde qui paie ses impôts en banlieue mais qui reçoit un salaire montréalais. Finalement, plusieurs Montréalais profitent de la concentration de l'offre commerciale trouvée dans les centres commerciaux de Laval et Brossard, ce qui accentue cette problématique géographique. Cette observation peut être faite, dans une moindre mesure, pour Chaudière-Appalaches (Lévis) et l'Outaouais (Gatineau).

Résultats

Première série, dite originale

La première série, l'originale, est celle qui n'est ni corrigée pour les transferts fédéraux.

Toujours dans l'optique d'émuler (Jutras, 2008), le même modèle de régression linéaire est utilisé. C'est-à-dire que les soldes fiscaux par habitant est expliqué le taux de chômage (*tc*), le pourcentage de la population âgée de plus de 65 ans (*n65*), le revenu disponible par habitant (*revdp*), les bénéfices des sociétés par habitant (*bsoc*), le pourcentage de la population totale (*pop*) ainsi que le pourcentage de la députation totale (*dep*).

Cette régression est faite sur trois modes, d'abord, telle que construite puis en allouant les dépenses et revenus par le biais des allocateurs utilisant la proportionnelle à la population et au revenu disponible à la manière de (Ebrahimi, Roch-Hansen, & Vaillancourt, 2012). Comme indiqué plus bas dans le Tableau 2, les deux modes par allocation ne donnent aucun résultat intéressant puisque la plupart des coefficients ne sont pas statistiquement différents de zéro. De plus, à la lumière des résultats des tests de

Hausman, les résultats ci-contre sont dérivés de régressions comptant pour les effets fixes plutôt que de régressions comptant pour les effets aléatoires ce qui explique l'omission de la variable *dep* qui reste la même sur tout l'échantillon. Cette exclusion est con-

	résultats de régression (erreurs robustes)					
	telle quelle		population		revenu	
	coefficient	p-value	coefficient	p-value	coefficient	p-value
<i>tc</i>	11057.48	0.453	11240.15	0.176	11478.05	0.158
<i>n65</i>	-51213.71	0.077	39562.11	0.039	45278.93	0.017
<i>revpd</i>	0.1473277	0.000	0.0038415	0.658	-0.0424362	0.001
<i>bsoc</i>	0.0126686	0.754	-0.0177677	0.169	-0.0136680	0.233
<i>pop</i>	-295075.5	0.014	-4231.555	0.985	-30535.31	0.885
<i>dep</i>	319321.7	0.015				
constante	1728.935	0.659	-5767.697	0.683	-3922.683	0.770
F ou Wald		0.0000		0.0013		0.0000

Tableau 1

trintuitive puisque l'importance de cette variable est bien démontrée dans (Jutras, 2008). On observe néanmoins dans les résultats premier mode que les coefficients appliqués au revenu disponible, au

pourcentage de la population, au pourcentage de la députation sont tous significatifs. Cependant, le coefficient du revenu disponible a un signe opposé à l'intuition économique. En effet, alors qu'on pourrait s'attendre à ce qu'un revenu disponible par habitant supérieur augmente la part de revenus attribuée à l'État, les résultats du modèle économétrique démontrent le contraire.

Après réflexion, il n'est pas étonnant d'obtenir de résultats si décevants, le modèle utilisé dans (Jutras, 2008) sert à expliquer les dépenses et revenus du gouvernement fédéral en utilisant le taux de chômage comme estimateur de la dépense d'assurance emploi et le pourcentage de personnes âgées pour estimer la dépense relative à la pension de vieillesse. Un modèle expliquant le solde du gouvernement provincial devrait utiliser un estimateur de la dépense en santé et un autre pour la dépense en éducation. C'est pourquoi il semble nécessaire d'altérer le modèle.

Ainsi donc, la première modification est d'enlever la variable taux de chômage et de la remplacer par le pourcentage de personnes âgées de moins de 20 ans.

Toujours selon les trois modes d'application, les résultats sont déjà plus prometteurs et comme observé

dans le Tableau 3, seule la variable des bénéfices des sociétés par habitant n'est jamais statistiquement viable. Comme l'impôt des sociétés et les cotisations au Fonds des services de santé ne représentent que 16%⁴ des revenus provinciaux comparés aux 48%⁵ que l'impôt sur le revenu des particuliers et les taxes à la consommation représentent et suite aux résultats obtenus, cette variable est abandonnée.

	résultats de régression (erreurs robustes)					
	telle quelle		population		revenu	
	coefficient	p-value	coefficient	p-value	coefficient	p-value
n019	70598.99	0.002	118227.6	0.000	121689.1	0.000
n65	30809.35	0.249	75643.4	0.000	81587.51	0.000
revpd	0.135189	0.000	0.0178298	0.000	-0.0279712	0.000
bsoc	0.018437	0.522	-0.0040787	0.723	-0.0008295	0.940
pop	-290332.1	0.000	-257040.9	0.001	-253192.7	0.001
dep	321595	0.001	287668.9	0.002	283573.8	0.002
constante	-25621.59	0.005	-40141.98	0.000	-40662.91	0.000
Wald		0.0000		0.0000		0.0000

Tableau 3

⁴ En 2006-2007.

⁵ Idem.

Malgré cette modification, les résultats, ici-bas, ne sont pas parfaits : le premier mode garde un coefficient non significatif pour le taux de personnes âgées et un coefficient positif pour le revenu disponible.

Par contre, les deux autres modes ont des résultats plus plausibles, mis à part le signe du coefficient du revenu disponible dans le deuxième mode. Finalement, il est intéressant de noter que la constante à un signe négatif. Bien qu'on serait

	résultats de régression (erreurs robustes)					
	telle quelle		population		revenu	
	coefficient	p-value	coefficient	p-value	coefficient	p-value
n019	70529.27	0.002	118122.4	0.000	121580	0.000
n65	31115.01	0.229	75141.9	0.000	81182.89	0.000
revpd	0.1364469	0.000	0.0178503	0.000	-0.0278439	0.000
pop	-287547.1	0.000	-260534.5	0.001	-255237.2	0.001
dep	319837.2	0.000	291293.8	0.001	285812.3	0.002
constante	-25652.59	0.005	-40074.1	0.000	-40598.76	0.000
Wald		0.0000		0.0000		0.0000

Tableau 4

porté à croire que le gouvernement fasse face à dépenses qu'il ait des revenus ou non, la constante fait croire le contraire. Cette observation peut être expliquée par la présence des transferts fédéraux qui sont considérés comme exogènes.

Seconde série, dite corrigée

Par opposition à la première, cette seconde série considère les transferts fédéraux comme purement exogènes et corrige donc les dépenses conséquemment. C'est-à-dire que les transferts fédéraux sont soustraits des revenus totaux pour obtenir les revenus autonomes. Pour l'année fiscale se terminant en mars 2007, ces revenus autonomes couvrent 90 % des dépenses de l'administration provinciale. Afin de mieux cerner l'influence des facteurs endogènes affectant les soldes fiscaux, chacune des dépenses est donc réduite suivant la proportion mentionnée plus haut pour obtenir un portefeuille équilibré. C'est sur ce portefeuille que sont réalisées les régressions de la seconde série.

De par les résultats obtenus dans la première série, le modèle de (Jutras, 2008) est délaissé au profit du modèle altéré.

Les résultats des régressions comportant les bénéfices des sociétés par habitant sont exclus puisqu'ils sont analogues à ceux trouvés dans la première série et illustrés dans le Tableau 3 de la page précédente et ce malgré qu'une fois les

	résultats de régression (erreurs robustes)					
	telle quelle		population		revenu	
	coefficient	p-value	coefficient	p-value	coefficient	p-value
n019	89518.97	0.000	90051.4	0.000	91780.18	0.000
n65	42466.63	0.022	42871.26	0.023	46383.08	0.013
revpd	-0.0150554	0.000	-0.0204468	0.000	-0.0038159	0.203
pop	-232683.1	0.001	-228218.8	0.001	-223834.7	0.002
dep	258437.2	0.001	253600.2	0.002	248945.7	0.002
constante	-27010.83	0.000	-27044.35	0.000	-28351.08	0.000
Wald		0.0000		0.0000		0.0000

Tableau 5

transferts fédéraux soustraits les impôts sur les sociétés et les cotisations au Fonds des services de santé représentent une proportion plus significative des revenus de la province. De plus, la comparaison des résultats des deux séries s'en avère donc beaucoup plus facile. Le coefficient du revenu disponible par habitant, bien qu'il ne soit pas statistiquement significatif dans le troisième et dernier mode, est finalement toujours négatif tel que le pressent l'intuition économique. Aussi, on observe que les coefficients du premier mode sont beaucoup plus proches de ceux des deux autres modes qu'ils ne pouvaient l'être dans la première série. Par contre, la constante reste négative, ce qui vient contredire l'hypothèse émise lors de l'analyse de la première série.

Conclusion

Il est dangereux de tirer une conclusion ferme et d'inférer aux résultats obtenus un poids important sachant que la construction de la base de données constituant le solde fiscal régional souffre d'estimations grossières.

Néanmoins, ces résultats offrent une piste de réflexion et semble concorder de façon analogue avec le modèle plus exhaustif, plus robuste trouvé dans (Jutras, 2008).

Il serait intéressant de reproduire cette recherche avec des estimateurs différents afin de voir si le modèle modifié tient toujours. Vient à l'esprit le nombre d'emplois dans l'industrie de la santé et dans l'éducation par exemple. Aussi, une étude intégrant la partie endogène des transferts fédéraux provenant de l'impôt fédéral payé par les contribuables québécois pourrait dresser un portrait plus précis du comportement fiscal régional. Ainsi, en faisant plusieurs fois cette recherche tout en n'en modifiant légèrement la structure de la base de données du solde fiscal régional, on pourrait certainement borner le champ des résultats à la manière des allocateurs trouvés dans (Ebrahimi, Roch-Hansen, & Vaillancourt, 2012).

Il n'empêche de constater que l'horizon temporel limité à trois années fiscales est certainement réducteur. Il serait donc intéressant de savoir à l'avenir si une tendance temporelle s'avère importante, si d'année en année les mêmes régions jouissent ou souffrent d'un déséquilibre constant.

Une autre piste de recherche pourrait porter sur l'inclusion des dépenses fiscales ou de la réglementation comme il en est suggéré dans (Vaillancourt & Bird, 2007).

Au final, cette recherche se veut ouvrir la porte sur l'étude plus approfondie des soldes fiscaux régionaux et ce particulièrement dans le contexte d'un État unitaire.

Références

- Ebrahimi, P., Roch-Hansen, C., & Vaillancourt, F. (2012). *L'incidence des recettes et des dépenses gouvernementales pour les ménages québécois, 2007*. Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO), Montréal.
- Jutras, M.-È. (2008). *Mesure et déterminants des flux financiers fédéraux vers les provinces canadiennes, 1966-2004*. Travail aux cycles supérieurs, Université de Montréal (Faculté des arts et des sciences), Sciences économiques. Récupéré sur <http://hdl.handle.net/1866/2700>
- Ruggeri, G. C. (2010). Inter-regional fiscal flows: measurement tools. In N. Bosch, M. Espasa, & A. Solé Ollé (Eds.), *The Political Economy Of Inter-Regional Fiscal Flows; Measurement, Determinants and Effects on Country Stability* (pp. 13-38). Cheltenham, England: Edward Elgar Publishing.
- Vaillancourt, F., & Bird, R. M. (2007). The Interregional Incidence of Central Budgets in Federations: Some Evidence from Canada. *Public Budgeting & Finance.*, 27(1), pp. 1-19. doi:10.1111/j.1540-5850.2007.00866.x

Annexe

Détail des revenus

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2007

	2007		2006
	Budget	Resultats réels	Resultats réels
	(en millions de dollars)		
Impôt sur le revenu et les biens			
Impôt sur le revenu des particuliers		18 480	16 450
Cotisations au Fonds des services de santé		5 601	5 563
Impôt des sociétés		4 779	4 787
	27 523	28 860	26 800
Taxes à la consommation			
Vente		9 931	9 656
Carburants		1 728	1 708
Tabac		758	818
Boissons alcooliques		422	414
Pari mutuel		12	13
	13 237	12 851	12 609
Droits et permis			
Véhicules automobiles		1 006	828
Ressources naturelles		208	354
Autres		427	324
	1 265	1 641	1 506
Revenus divers			
Ventes de biens et services		2 341	2 330
Intérêts		705	583
Amendes, confiscations et recouvrements		516	514
	2 934	3 562	3 427
Revenus provenant des entreprises du gouvernement			
Société des alcools du Québec		710	657
Loto-Québec		1 391	1 537
Hydro-Québec		4 043	2 323
Autres		84	37
Revenus affectés au Fonds des générations		(500)	
	4 758	5 728	4 554
Revenus du Fonds des générations	74	584	
Total des revenus autonomes	49 791	53 226	48 896
Transferts du gouvernement fédéral			
Péréquation		5 539	4 798
Transferts pour la santé		3 649	3 185
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		1 070	1 034
Autres programmes		1 712	2 105
Total des transferts du gouvernement fédéral	11 999	11 970	11 122
Total des revenus	61 790	65 196	60 018

Tableau 6

Sommaire des dépenses¹
(en millions de dollars)

	2007-2008		2006-2007 ²	
	Budget de dépenses	Variation	Budget de dépenses	Dépense probable
	(1)	(2) = (1) - (4)	(3)	(4)
Assemblée nationale ³	105,2	(1,6)	106,9	106,9
Personnes désignées par l'Assemblée nationale ³	74,3	(56,0)	133,6	130,3
Affaires municipales et Régions	1 768,3	(87,9)	1 846,6	1 856,2
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	703,0	9,9	673,8	693,1
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	599,9	(37,9)	700,6	637,7
Conseil exécutif	316,4	83,1	267,1	233,3
Culture, Communications et Condition féminine	623,8	25,1	598,1	598,6
Développement durable, Environnement et Parcs	194,4	5,6	189,2	188,8
Développement économique, Innovation et Exportation	755,8	117,0	625,1	638,7
Éducation, Loisir et Sport	13 395,2	643,6	12 824,6	12 751,6
Emploi et Solidarité sociale	4 126,5	41,7	4 115,6	4 084,8
Famille et Aînés	1 803,6	89,2	1 727,8	1 714,4
Finances ⁴	159,9	52,8	157,5	107,1
Immigration et Communautés culturelles	111,3	(13,6)	105,9	124,9
Justice	635,9	(21,0)	631,9	656,8
Relations internationales	116,2	14,8	103,9	101,5
Ressources naturelles et Faune	448,9	51,6	392,9	397,3
Revenu	926,6	(144,1)	1 064,7	1 070,7
Santé et Services sociaux	23 843,2	1 355,2	22 399,2	22 488,0
Sécurité publique	991,8	4,9	933,6	986,8
Services gouvernementaux	83,6	4,3	71,9	79,3
Tourisme	140,7	(2,9)	139,4	143,6
Transports	2 074,8	131,7	1 926,9	1 943,2
Travail	31,7	(3,7)	32,3	35,3
Crédits périmés escomptés	(150,0)	(150,0)	—	—
Crédits reportés en 2008-2009	(78,8)	(78,8)	—	—
Dépenses de programmes	53 802,2	2 033,2	51 769,0	51 769,0
Service de la dette	7 244,0	277,0	6 967,0	6 967,0
Dépenses totales	61 046,2	2 310,2	58 736,0	58 736,0

Tableau 7

	Régions administratives du Québec																	Québec
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	
affaires municipales	3.875%	3.134%	11.917%	3.633%	3.647%	37.006%	3.502%	2.531%	1.888%	0.399%	2.914%	4.841%	2.875%	2.594%	4.054%	8.706%	2.483%	100%
culture et communications	1.451%	1.898%	23.471%	2.122%	2.393%	57.455%	1.125%	1.106%	0.708%	0.167%	0.910%	1.101%	0.804%	0.971%	1.298%	2.358%	0.664%	100%
investissement	5.019%	3.326%	24.722%	3.531%	2.973%	17.753%	4.846%	2.539%	2.550%	0.308%	2.743%	5.392%	1.494%	2.336%	5.432%	11.967%	3.067%	100%
santé établissement	2.955%	3.578%	11.424%	3.154%	4.201%	34.523%	3.479%	2.070%	1.589%	1.606%	1.664%	4.190%	3.093%	3.726%	4.427%	11.583%	2.737%	100%
santé rénumération	3.076%	3.719%	11.383%	2.832%	4.190%	34.601%	3.211%	2.339%	1.600%	0.829%	1.836%	4.024%	3.395%	3.510%	4.451%	12.547%	2.458%	100%
médicaments	2.976%	3.603%	11.417%	3.097%	4.199%	34.537%	3.432%	2.117%	1.591%	1.470%	1.694%	4.161%	3.146%	3.688%	4.431%	11.752%	2.688%	100%
dépenses commissions scolaires	3.229%	4.344%	8.494%	3.383%	4.390%	20.501%	4.996%	3.060%	1.600%	0.000%	1.732%	5.604%	5.411%	5.526%	7.366%	17.259%	3.105%	100%
CEGEP	5.654%	7.079%	10.294%	4.296%	4.033%	31.614%	3.402%	1.901%	1.454%	0.000%	1.606%	4.329%	2.806%	2.900%	4.520%	11.427%	2.686%	100%
Universités	0.025%	0.020%	15.330%	0.027%	9.184%	75.404%	0.010%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	100%
aide à l'emploi	3.702%	4.551%	7.744%	4.710%	3.951%	27.218%	3.861%	2.706%	1.664%	0.679%	2.898%	4.291%	5.410%	4.619%	5.683%	13.495%	2.819%	100%
service de la dette, finances	2.641%	3.592%	8.763%	3.411%	3.944%	24.551%	4.519%	1.898%	1.265%	0.528%	1.247%	5.201%	4.880%	5.684%	6.793%	18.122%	2.960%	100%
aide financière	2.043%	3.097%	5.559%	4.394%	3.918%	42.071%	4.065%	1.509%	0.883%	0.473%	1.441%	2.484%	3.183%	4.500%	4.760%	12.865%	2.755%	100%
assemblée et al.	2.641%	3.592%	8.763%	3.411%	3.944%	24.551%	4.519%	1.898%	1.265%	0.528%	1.247%	5.201%	4.880%	5.684%	6.793%	18.122%	2.960%	100%
agriculture	7.728%	3.783%	4.188%	3.702%	10.024%	-0.027%	0.784%	1.567%	0.811%	0.000%	3.756%	18.184%	0.378%	3.810%	5.566%	22.318%	13.429%	100%
trésor	2.641%	3.592%	8.763%	3.411%	3.944%	24.551%	4.519%	1.898%	1.265%	0.528%	1.247%	5.201%	4.880%	5.684%	6.793%	18.122%	2.960%	100%
developpement économique	2.126%	3.477%	4.848%	3.846%	4.949%	29.712%	1.216%	1.255%	1.600%	0.342%	0.384%	8.841%	3.402%	4.004%	5.343%	18.919%	5.736%	100%
affaires autochtones	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	100.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	100%
famille	2.133%	3.289%	8.338%	2.900%	3.973%	25.113%	5.030%	1.983%	1.158%	1.211%	1.042%	4.899%	5.187%	5.621%	6.716%	18.713%	2.693%	100%
justice	2.020%	2.948%	8.201%	2.801%	3.284%	31.184%	3.814%	1.603%	1.148%	0.481%	1.044%	4.480%	6.113%	4.925%	6.314%	17.172%	2.469%	100%
administration fiscale	2.641%	3.592%	8.763%	3.411%	3.944%	24.551%	4.519%	1.898%	1.265%	0.528%	1.247%	5.201%	4.880%	0.000%	6.793%	18.122%	2.960%	100%
sq	6.135%	6.608%	5.352%	5.892%	7.828%	0.000%	5.307%	5.083%	5.205%	2.542%	4.601%	8.028%	0.000%	6.118%	7.648%	16.287%	7.365%	100%
securite publique	2.641%	3.592%	8.763%	3.411%	3.944%	24.551%	4.519%	1.898%	1.265%	0.528%	1.247%	5.201%	4.880%	5.684%	6.793%	18.122%	2.960%	100%
parcs	0.518%	26.006%	18.798%	0.000%	4.188%	0.000%	0.438%	4.185%	8.918%	0.000%	12.608%	0.000%	0.000%	0.000%	23.922%	0.420%	0.000%	100%
immigration	0.235%	0.297%	2.957%	0.468%	1.589%	65.815%	2.776%	0.210%	0.109%	0.032%	0.099%	0.548%	8.640%	1.489%	2.328%	11.836%	0.574%	100%
relations internationales	2.641%	3.592%	8.763%	3.411%	3.944%	24.551%	4.519%	1.898%	1.265%	0.528%	1.247%	5.201%	4.880%	5.684%	6.793%	18.122%	2.960%	100%
ressources naturelles	2.984%	19.963%	3.006%	7.192%	0.191%	0.000%	6.071%	12.651%	22.167%	15.792%	3.738%	0.421%	0.000%	2.139%	3.661%	0.006%	0.019%	100%
tourisme a	2.641%	3.592%	8.763%	3.411%	3.944%	24.551%	4.519%	1.898%	1.265%	0.528%	1.247%	5.201%	4.880%	5.684%	6.793%	18.122%	2.960%	100%
tourisme b	0.000%	0.000%	18.738%	0.000%	0.000%	81.262%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	0.000%	100%
travail	2.641%	3.592%	8.763%	3.411%	3.944%	24.551%	4.519%	1.898%	1.265%	0.528%	1.247%	5.201%	4.880%	5.684%	6.793%	18.122%	2.960%	100%
total dépenses	2.955%	3.765%	10.467%	3.238%	4.334%	30.979%	3.766%	2.183%	1.619%	1.152%	1.668%	4.530%	3.566%	4.018%	5.273%	13.351%	2.827%	100%
impôt particuliers	1.898%	3.082%	9.501%	2.800%	3.318%	26.076%	4.855%	1.629%	1.323%	0.281%	0.777%	4.446%	5.323%	5.374%	7.130%	19.931%	2.257%	100%
impôt sociétés	1.251%	1.471%	6.412%	1.818%	2.537%	49.111%	1.101%	0.873%	2.084%	0.209%	0.286%	5.288%	4.320%	2.675%	3.734%	14.010%	2.820%	100%
tvq	2.020%	2.948%	8.201%	2.801%	3.284%	31.184%	3.814%	1.603%	1.148%	0.481%	1.044%	4.480%	6.113%	4.925%	6.314%	17.172%	2.469%	100%
transfert fédéral	2.641%	3.592%	8.763%	3.411%	3.944%	24.551%	4.519%	1.898%	1.265%	0.528%	1.247%	5.201%	4.880%	5.684%	6.793%	18.122%	2.960%	100%
saq	2.020%	2.948%	8.201%	2.801%	3.284%	31.184%	3.814%	1.603%	1.148%	0.481%	1.044%	4.480%	6.113%	4.925%	6.314%	17.172%	2.469%	100%
loto-quebec	2.883%	3.903%	8.428%	3.702%	4.100%	21.302%	4.507%	2.111%	1.434%	0.612%	1.414%	5.658%	4.830%	6.255%	7.190%	18.514%	3.303%	100%
hydro	2.732%	3.917%	9.829%	4.692%	3.774%	20.465%	3.845%	2.616%	6.394%	0.559%	0.933%	4.558%	3.431%	4.089%	5.465%	16.741%	5.961%	100%
revenus divers	2.641%	3.592%	8.763%	3.411%	3.944%	24.551%	4.519%	1.898%	1.265%	0.528%	1.247%	5.201%	4.880%	5.684%	6.793%	18.122%	2.960%	100%
droits et permis	3.329%	4.572%	8.782%	3.929%	4.355%	16.129%	4.643%	2.674%	1.605%	0.386%	1.590%	6.682%	4.487%	6.475%	7.707%	18.907%	3.749%	100%
total revenus	2.107%	3.026%	8.540%	2.955%	3.407%	29.752%	3.883%	1.665%	1.719%	0.397%	0.910%	4.857%	5.073%	4.890%	6.250%	17.724%	2.849%	100%

Table 8 – Pourcentage régional des divers portefeuilles de revenus et de dépenses

	Régions administratives du Québec																	Québec
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	
affaires municipales	1.4673	0.87243	1.36	1.0651	0.92464	1.50731	0.775	1.33328	1.49198	0.755716	2.33703	0.93079	0.5891	0.4564	0.59683	0.4804	0.83883	1
culture et communications	0.5493	0.52835	2.67852	0.6221	0.60663	2.34025	0.2489	0.58246	0.55962	0.315722	0.7294	0.2117	0.1647	0.1709	0.19112	0.13009	0.22436	1
investissement	1.9004	0.92602	2.82131	1.0352	0.75385	0.72311	1.0724	1.33763	2.01555	0.584531	2.19973	1.03663	0.3062	0.4109	0.79963	0.66036	1.03594	1
santé établissement	1.1188	0.99618	1.30373	0.9245	1.06503	1.4062	0.7699	1.09055	1.25584	3.043486	1.3345	0.8056	0.6339	0.6555	0.65168	0.63914	0.92454	1
santé rémunération	1.1646	1.03528	1.29899	0.8304	1.06228	1.40935	0.7105	1.23211	1.26473	1.571241	1.4727	0.77355	0.6956	0.6176	0.65524	0.69234	0.83036	1
médicaments	1.1269	1.00304	1.3029	0.908	1.06455	1.40675	0.7595	1.11539	1.2574	2.785144	1.35875	0.79997	0.6447	0.6489	0.6523	0.64847	0.90801	1
dépenses commissions scolaires	1.2227	1.20927	0.9693	0.9918	1.11304	0.83502	1.1055	1.6122	1.2646	0	1.38871	1.07742	1.1089	0.9723	1.08439	0.95234	1.04892	1
CEGEP	2.1407	1.97093	1.17472	1.2594	1.02242	1.28768	0.7529	1.00136	1.14918	0	1.28773	0.83223	0.575	0.5103	0.66539	0.63053	0.9074	1
Universités	0.0096	0.0056	1.74946	0.0078	2.32827	3.07134	0.0023	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
aide à l'emploi	1.4016	1.26706	0.88371	1.3807	1.0017	1.10863	0.8543	1.42539	1.31531	1.287252	2.32424	0.82492	1.1086	0.8126	0.83666	0.74465	0.95221	1
service de la dette, finances	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
aide financière	0.7736	0.8623	0.63442	1.2882	0.9932	1.71362	0.8996	0.79514	0.69794	0.895826	1.15533	0.47762	0.6522	0.7917	0.70068	0.70989	0.93059	1
assemblée et al.	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
agriculture	2.9258	1.05314	0.47794	1.0852	2.54142	-0.0011	0.1734	0.82557	0.64065	0	3.01193	3.49603	0.0775	0.6703	0.81941	1.23153	4.53605	1
trésor	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
developpement économique	0.8051	0.96798	0.55329	1.1275	1.25481	1.21021	0.269	0.66096	1.26455	0.648765	0.30789	1.69977	0.6971	0.7044	0.7865	1.04396	1.93759	1
affaires autochtones	0	0	0	0	0	0	0	0	0	189.5049	0	0	0	0	0	0	0	1
famille	0.8077	0.91566	0.95154	0.8501	1.00718	1.0229	1.113	1.04481	0.91528	2.295745	0.83585	0.94189	1.063	0.9889	0.98874	1.03259	0.90975	1
justice	0.7648	0.82063	0.93593	0.821	0.83259	1.27017	0.8441	0.84431	0.90741	0.910727	0.837	0.86126	1.2527	0.8665	0.92952	0.94757	0.83407	1
administration fiscale	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0	1	1	1	1
sq	2.3228	1.83981	0.61074	1.7274	1.9847	0	1.1744	2.6779	4.11407	4.816615	3.68993	1.54336	0	1.0764	1.12585	0.89873	2.48787	1
securite publique	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
parcs	0.196	7.24011	2.14527	0	1.06168	0	0.097	2.2044	7.04841	0	10.1112	0	0	0	3.52166	0.02315	0	1
immigration	0.0889	0.08272	0.33741	0.1372	0.40286	2.68077	0.6143	0.11044	0.08632	0.061205	0.07912	0.10533	1.7705	0.2619	0.34268	0.65311	0.19379	1
relations internationales	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
ressources naturelles	1.1298	5.55789	0.343	2.1084	0.04849	0	1.3434	6.66432	17.5196	29.92613	2.99793	0.08086	0	0.3764	0.53889	0.00036	0.00638	1
tourisme a	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
tourisme b	0	0	2.13842	0	0	3.30994	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
travail	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
total dépenses	1.1188	1.04818	1.19451	0.9494	1.09888	1.26183	0.8335	1.15001	1.27935	2.18326	1.33732	0.87093	0.7308	0.7069	0.77621	0.7367	0.95505	1
impôt particuliers	0.7187	0.85813	1.08427	0.8207	0.84114	1.06213	1.0744	0.85825	1.04524	0.531751	0.62317	0.85476	1.0908	0.9454	1.04971	1.09978	0.76225	1
impôt sociétés	0.4736	0.40943	0.73177	0.533	0.64319	2.0004	0.2437	0.45971	1.64726	0.395369	0.22965	1.01658	0.8854	0.4706	0.54968	0.77307	0.95253	1
tvq	0.7648	0.82063	0.93593	0.821	0.83259	1.27017	0.8441	0.84431	0.90741	0.910727	0.837	0.86126	1.2527	0.8665	0.92952	0.94757	0.83407	1
transfert fédéral	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
saq	0.7648	0.82063	0.93593	0.821	0.83259	1.27017	0.8441	0.84431	0.90741	0.910727	0.837	0.86126	1.2527	0.8665	0.92952	0.94757	0.83407	1
loto-quebec	1.0916	1.08651	0.96183	1.0852	1.03944	0.86768	0.9975	1.11196	1.13359	1.159033	1.13359	1.08779	0.9898	1.1005	1.05852	1.02163	1.11578	1
hydro	1.0344	1.09063	1.12174	1.3755	0.95674	0.83358	0.8508	1.37802	5.05336	1.0591	0.74812	0.87623	0.7032	0.7193	0.80455	0.92377	2.01342	1
revenus divers	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
droits et permis	1.2604	1.27296	1.0022	1.1518	1.10403	0.65696	1.0275	1.40879	1.26835	0.731018	1.27494	1.28471	0.9195	1.1392	1.13452	1.04327	1.26625	1
total revenus	0.7977	0.84238	0.97458	0.8662	0.86377	1.21185	0.8593	0.87722	1.35851	0.752089	0.73009	0.93381	1.0395	0.8603	0.92004	0.97801	0.96246	1

Tableau 9 – Ratio entre le pourcentage des dépenses et revenus et le pourcentage de la population